



EUROPEAN FEDERATION OF
PUBLIC SERVICE UNIONS



UNION SYNDICALE
FÉDÉRALE



EUROPEAN TRANSPORT
WORKERS' FEDERATION

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

RENCONTRE ENTRE LES ORGANISATIONS SYNDICALES ET JACQUES BARROT Vice-président de la Commission européenne

Une délégation composée de six représentants des organisations syndicales ETF – USF – EPSU (*) a rencontré Jacques Barrot le 5 février 2008 à Bruxelles. À l'ordre du jour de cette rencontre figuraient le deuxième paquet législatif du **Ciel unique européen** et l'avenir d'**EUROCONTROL**.

Tout d'abord, les trois organisations syndicales ont tenu à faire savoir qu'elles partageaient les mêmes vues et étaient en mesure de s'exprimer d'une même voix sur l'ensemble des sujets. L'**ETF** a exprimé les sentiments du personnel ATM européen à l'heure où la rédaction du deuxième paquet législatif du Ciel unique européen vient de commencer. Elle a souligné les convergences avec la Commission sur certains objectifs ainsi que les craintes du personnel ATM quant aux incidences possibles de la défragmentation du secteur et de certains objectifs économiques. À la demande de M. Barrot, l'**ETF** a donné quelques exemples des difficultés auxquelles restent confrontés les contrôleurs européens et le personnel ATM.

L'**ETF** s'est focalisée sur trois points concrets qu'elle invite la Commission à prendre tout particulièrement en compte dans l'élaboration de la législation :

1. La nécessaire participation du personnel ATM à tous les aspects de la conception de l'ATM du futur. L'important volume de travail réalisé en commun par les partenaires sociaux (CANSO et ETF) n'a pas été pris en compte comme il aurait dû l'être. Il est temps de mettre l'accent sur le rôle du Comité de dialogue social dans la législation future.
2. Une mise en avant claire de la coopération entre tous les acteurs du secteur de l'ATM et le rejet de toute forme de concurrence. Un système coopératif dynamique à l'échelon européen serait porteur d'améliorations considérables à court et moyen termes.
3. L'importance vitale que revêt la compétence du personnel ATM pour la sécurité et la qualité des services de la circulation aérienne. L'**ETF** demande que le système de délivrance de licences soit étendu à l'ensemble du personnel travaillant dans le domaine de la sécurité.

L'**USF** a exposé la situation actuelle d'**EUROCONTROL** et les questions qui se posent quant à son avenir. Elle a également expliqué l'analyse qui pourrait être faite tant de la méthode intergouvernementale que de la méthode communautaire. Elle a demandé qu'un examen approfondi de toutes les possibilités soit effectué, compte dûment tenu des intérêts du personnel d'**EUROCONTROL**, qui ne devraient pas être lésés. L'**USF** partage sans réserve le point de vue selon lequel que les institutions communautaires doivent pouvoir pleinement jouer leur rôle de législateur dans le domaine du Ciel unique européen.

Au cours de la rencontre, **M. Barrot** a fait preuve d'une très grande capacité d'écoute et d'une réelle volonté de comprendre très concrètement les difficultés.

En conclusion de la réunion, il a décidé d'adresser les trois demandes suivantes aux services de la Commission :

1. organiser, avant la présentation, par la Commission, du deuxième paquet législatif du Ciel unique européen (SSESP), un atelier « social » qui permette de mieux cerner les demandes formulées par les partenaires sociaux et par les autres organisations syndicales européennes ;
2. examiner si le Comité de dialogue social de l'ATM pourrait jouer un rôle spécifique dans la mise en œuvre du SSESP ;
3. associer étroitement le personnel ATM à la mise en place des blocs fonctionnels d'espace aérien.

Il a ajouté qu'il importait de « démystifier » la problématique de la défragmentation et, plus particulièrement, ce que l'on appelle la « consolidation » du secteur.

Il a également ajouté que la coopération était le principe moteur devant régir le secteur ATM, lequel ne saurait être géré selon les lois de la concurrence.

S'agissant d'EUROCONTROL, il a déclaré que la volonté était d'évoluer, à terme, vers une solution selon la méthode communautaire et que la Commission étudiait actuellement différentes formules propres à renforcer la transparence et les consultations.

À l'issue de la réunion, le secrétaire politique de l'ETF, **François Ballestero**, a déclaré : « M.Barrot a posé de nombreuses questions très spécifiques afin de dégager la solution la plus équilibrée pour l'ensemble des parties intéressées. L'ETF est d'avis qu'il souhaite réellement trouver des solutions pour les contrôleurs de la circulation aérienne et l'ensemble du personnel ATM. ».

* *EPSU, the European Federation of Public Service Unions, is a free and democratic Federation of independent trade union organisations for employees in public services in Europe. The Federation speaks on behalf of over 190 public sector unions representing over 8 million organised workers in national and European administrations, local and regional government, health and social services and public utilities (ATM, energy, waste and water).*

USF, Union Syndicale Fédérale des Services Publics européens et internationaux, is a member organisation of EPSU. USF is the largest european federation of civil servants and employees recruited by European or international public service organisations. USF has branches in 22 organisations including the EU Institutions, Eurocontrol and a number of EU agencies.

ETF, the European Transport Workers' Federation, is a pan-European trade union organisation which embraces 223 transport and fisheries trade unions from 40 countries in the European Union, the European Economic Area and Central and Eastern Europe. The ETF is the recognized social partner in the civil aviation social dialogue committee and represents more than 2,5 million transport workers.

For more information, please contact François Ballestero (tel: +32 2 285 46 65 – f.ballestero@etf-europe.org)